

5. L'expression « sécurité humaine durable » se retrouve dans des discours prononcés par le ministre des Affaires étrangères ainsi que dans le « Livre rouge II » du Parti libéral, où l'on propose de « privilégier la sécurité au sens large ».
6. Le lecteur trouvera un exposé utile et exhaustif de la position du HCR sur la « protection temporaire » dans la déclaration de M<sup>me</sup> Ogata du 6 mai 1997 aux CI.
7. Voir à la page 6 de la communication du professeur Adepoju, citée à la note 4 de la partie II, section A.
8. Ainsi, le Canada, comme d'autres pays, retarde le plus possible les concessions accordées aux pays en développement en vertu de l'Uruguay Round sur les textiles, les vêtements et les chaussures, même si beaucoup de ces pays exercent des pressions migratoires attribuables en partie à la pénurie d'emplois dans leurs industries exportatrices.
9. Cela a été dû largement aux efforts déployés par les membres de l'UE (ce qui est un peu étonnant) et le Canada (ce qui ne l'est pas) à la Conférence sur la population européenne de 1993, qui a constitué une étape préparatoire à la CIPD.
10. Dans un communiqué du 6 juin 1997, le HCR affirmait qu'un appel de fonds de 38 millions \$US lancé en février pour l'Angola n'avait jusqu'ici produit que 4,6 millions \$ en promesses de contributions.
11. Son titre complet est « Entente sur la coopération pour l'examen des demandes de statut de réfugié des ressortissants de tiers pays ».
12. Les pourparlers trilatéraux entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, entamés en 1991, semblent s'être arrêtés et avoir été remplacés en pratique par les travaux du Groupe de Puebla ainsi que par la poursuite du dialogue de haut niveau entre les États-Unis et le Mexique, au sujet notamment du traitement réservé par les États-Unis aux immigrants mexicains légaux et illégaux.